

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Exode dramatique des réfugiés vietnamiens

Le régime vietnamien responsable du génocide

PLUSIEURS journaux ont consacré leur gros titre ou des articles importants, ces jours-ci, au drame que vivent les réfugiés des pays de la péninsule indochinoise. Certes, la décision de la Malaisie et de la Thaïlande de renvoyer les innombrables réfugiés, les « boat people » qui ont échoué sur leurs rivages, est lourde de conséquences. Mais la plupart des commentateurs, tant français qu'internationaux, ne s'y trompent pas. Si ces pays en viennent à cette extrémité, c'est qu'ils y sont acculés par le manque d'aide de la part de la communauté internationale et tout particulièrement des pays riches.

Les autorités officielles de l'ONU le reconnaissent elles-mêmes et ont lancé dans ce sens un appel solennel à tous les gouvernements. Si l'on excepte, malheureusement, l'Humanité, la plupart des journaux, comme bien des commentateurs internationaux, mettent en accusation le comportement inqualifiable des autorités vietnamiennes. Ce sont elles en effet - il leur est impossible de le cacher - qui sont à l'origine de cet exode dramatique. Pertes d'emploi, couvre-feu, intimidations policières, camps de concentration, tout leur est bon pour forcer des Vietnamiens, tout particulièrement ceux d'origine chinoise, à partir. Parmi eux se trouvent de farouches adversaires du régime de Thieu, d'anciens maquisards, des bouddhistes et aussi d'authentiques communistes. Le régime vietnamien semble bien décidé à asseoir une domination féroce sur le peuple au prix du génocide de dizaines, voire de centaines de milliers de gens. D'après des sources officielles émanant de la Croix Rouge, 50 à 70 % d'entre eux, embarqués sur des coquilles de noix dans les conditions les plus précaires, meurent en mer de faim, de soif ou noyés. Les autorités vietnamiennes font un véritable trafic de cet exode qu'elles suscitent et organisent. Des camps de transit sont installés sur la côte avec leur complicité et leur autorisation implicite. Les réfugiés sont contraints à verser une véritable dime pour quitter le pays sans risquer de voir leur embarcation coulée sans pitié par l'armée vietnamienne. A cela, il faut ajouter l'exode des Cambodgiens et Laotiens qui fuient l'occupation vietnamienne. Il est grand temps que l'opinion française se mobilise dans la réprobation à l'égard de l'hégémonisme vietnamien.

Elle doit exiger du gouvernement qu'il fasse pression, aux côtés du Mouvement des non-alignés et de bien des pays, dont la Roumanie, la Yougoslavie, la Corée et la Chine, pour n'en nommer que quelques-uns, sur le régime vietnamien. Il faut obliger celui-ci à renoncer à l'expansionnisme, à cesser le génocide.

Jean QUERCY

Les responsables de l'ONU lancent à tous les gouvernements un appel à l'aide

Voir page 3



Des réfugiés vietnamiens accostant l'îlot de Poulo Bidong : un kilomètre carré, 38 000 personnes. Le manque d'aide des pays riches a amené la Malaisie et la Thaïlande à prendre la décision de renvoyer les réfugiés.

Les accords Salt II signés à Vienne Bluff sur le désarmement

CE lundi, Carter et Brejnev doivent signer les accords SALT II sur la limitation des armements nucléaires stratégiques.

Réunies à Vienne depuis vendredi, les délégations soviétiques et américaines ont dû négocier jusqu'à dimanche pour parvenir à une version définitive de l'accord. On ne connaît pas l'ensemble des clauses de ce traité. Les grandes lignes et les points principaux en ont été rendus publics depuis un certain temps.

En fait, l'accord SALT II ne limite en rien la course aux armements nucléaires. Il limite seulement à 2 250, de part et d'autre, le nombre de vecteurs (avion, missile) porteurs de bombe atomique.

Chaque vecteur pourra emporter jusqu'à quatorze têtes

nucléaires. Cela donne donc la possibilité à chacune des parties d'en posséder environ 30 000.

Or, une seule des grosses bombes soviétiques lancée sur une grande ville américaine pourrait anéantir entre deux et trois millions de personnes... A ce stade, donc, avoir 30 000 bombes chacun, ou 100 000 ou 10 000, cela ne change pas grand chose.

De plus, l'accord signé lundi ne limite ni la qualité ni la précision des vecteurs. Déjà, Américains et Soviétiques sont capables d'envoyer un missile à plus de 10 000 kilomètres avec une précision de l'ordre d'une vingtaine de mètres. D'autres perfectionnements pourront être apportés. La course aux armements entre les deux superpuissances n'est pas près de s'épuiser, d'autant que les autres ty-

pes d'armement, conventionnels, chimiques, bactériologiques et nucléaires tactiques, ne sont pas concernés.

Alors, pourquoi tant de bruit autour de cet accord s'il ne change vraiment rien ?

C'est l'URSS qui est à l'initiative des accords SALT. Avec les accords d'Helsinki sur la liberté de mouvement et d'idées, les SALT sont, depuis 1972, le fondement de la politique de « détente » de Brejnev. Il s'agit, pour les dirigeants du Kremlin, de faire croire à tout prix à leur volonté pacifique et au fait que la tendance générale serait aujourd'hui au désarmement.

Or, on constate que depuis la signature des accords SALT I en 1972, jamais la course aux armements, jamais les dépenses militaires des deux superpuissances n'ont été aussi insensées.

Les conflits locaux et les agressions dans lesquelles sont impliqués les deux superpuissances et surtout l'URSS se sont multipliés ces deux dernières années, au Zaïre, au Cambodge, en Erythrée, en Afghanistan...

Enfin, de 1972 à 1979, sous couvert des accords SALT I les Soviétiques ont rattrapé les Américains dans les domaines militaires où ils étaient en position d'infériorité, et ils sont aujourd'hui sur le point de les dépasser dans tous les domaines.

Pas plus que ne l'ont fait les accords SALT I, les accords SALT II ne limiteront la rivalité à laquelle se livrent les deux superpuissances. Ils ne limiteront pas, non plus les dangers de guerre que cette rivalité fait courir au monde entier. Ils ne sont en fait qu'un dangereux écran de fumée.

Serge FOREST

Interview d'une militante qui, pour continuer la lutte, a quitté le PCF après 37 ans de parti

« Aujourd'hui, le PCF ne correspond plus à mes aspirations »

Voir pages 4 et 5

MEETING-DEBAT

de
solidarité avec le Kampuchea

Organisé par le Comité des Patriotes du
Kampuchea démocratique en France

JEUDI 21 JUIN 1979 à 20h30
à la MUTUALITE

24, rue Saint-Victor - Paris 5e - Métro : Maubert-Mutualité

Recrudescence du fascisme en Espagne

Le gouvernement laisse faire

L E problème de la démocratie en Espagne se pose aujourd'hui encore de manière cruciale, suite au développement des actions fascistes (plusieurs attentats ont été commis récemment contre les progressistes) et la répression policière qui touche plus particulièrement le Pays basque. Il faut signaler également les récentes déclarations du chef-d'état-major de l'armée de terre, affirmant que l'armée interviendra si « la sécurité nationale est en danger » et ceci, en réponse à une question ayant trait à l'ETA. C'est la première fois qu'une intervention de l'armée est envisagée. Ceci est d'autant plus inquiétant que l'ETA ne semble pas disposé à mettre un terme à sa politique terroriste.

Nous reproduisons ci-dessous un article paru dans *En Lucha* (1). Cet article fait le point sur la situation actuelle : la force des fascistes, l'attitude du gouvernement et de la gauche face à la recrudescence fasciste. Bien qu'écrit il y a plusieurs semaines, cet article conserve toute son actualité et permet de donner une vision plus approfondie de la situation politique actuelle en Espagne, situation politique dominée par la recrudescence du fascisme.

L E fascisme se développe mais pas de n'importe quelle manière. Il se développe sous ses aspects les plus irrationnels et les plus brutaux. Des jeunes, garçons et filles, qui frôlent à peine les dix-sept ans, sèment la terreur. Réunis en bandes, ils frappent, manient le couteau et le feu pour graver des tatouages sur les corps de leurs victimes. Quand on les regarde en face, sans peur, ils tuent... C'est la stratégie de la peur qu'ont théorisée les propagandistes nazis.

(...) On théorise l'ordre, la sécurité... On exalte les valeurs religieuses, la justice et la loi... Et on finit par imposer la paix et l'ordre des cimetières. Les bandes fascistes se multiplient et derrière elles se profile une alternative politique précise avec des noms concrets, des partis concrets.

DES APPUIS QUI LEUR PERMETTENT DE SE RENFORCER

Les fascistes ont vu s'écroûler les Cortes franquistes en juin 1977 et ils ont été expulsés des Cortes démocratiques. Mais, ce fut pour eux un échec minime : ils ont conservé de nombreux postes et contacts dans l'administration et ils n'ont pas reçu le châtiement qu'ils méritaient et que le peuple exigeait. Ainsi tout reste à faire : les éliminer des sphères du pouvoir, détruire toutes leurs ramifications. Il faut mettre un terme à leur progression qui leur a permis d'obtenir un représentant au Parlement, Blas Piñar, le leader fasciste, qui est en visite actuellement en Amérique du Sud pour affermir ses relations avec les dictatures de cette partie du monde.

Les fascistes comptent



« Des jeunes, garçons et filles, qui frôlent à peine les dix-sept ans, sèment la terreur ».

sur de puissants soutiens. A la suite de ces deux années de démocratie, qui ont été pour eux beaucoup plus libérales qu'ils ne l'espéraient, ils ont recomposé leurs forces et utilisé à fond tous les appuis qu'ils ont au sein de l'administration, ainsi que ceux qu'ils possèdent dans la magistrature et la police et qui agit avec une délicatesse suspecte envers eux quand ils commettent des actes terroristes. Ils tirent leur force de tout cela, de l'irresponsabilité et de la passivité de ceux qui dirigent.

A L'AVANT-GARDE DE LA LUTTE CONTRE LE FASCISME

La lutte antifasciste est enracinée dans notre peuple. Le Premier Mai dernier en fut une brillante démonstration. Les cris de « Vous, fascistes, vous êtes des terroristes », « Fuerza nueva, assassins », ou encore « Dissolution des bandes fascistes » s'élevèrent. Mais les instruments sur lesquels le peuple peut compter pour réaliser ses espoirs sont faibles. Le Parlement est dominé par la droite ; quant aux parlementaires de gauche, ils osent à peine élever la voix pour dé-

fendre ce que le peuple exige. Les paroles de Felipe Gonzales et de Carrillo, à la fin de la manifestation du Premier Mai, sont assez significatives : on avait plutôt l'impression qu'ils demandaient pardon aux fascistes.

En faisant des concessions, sans fermeté, on ne peut arriver à combattre le fascisme et obliger le gouvernement à le faire. L'ORT et le PTE (2) sont disposés à prendre en main cette tâche avec toutes les conséquences que cela comporte, c'est-à-dire, mobiliser des milliers de travailleurs et de progressistes. Ou nous faisons cela, ou nous nous résignons à voir notre pays se transformer en camp de concentration fasciste pendant quarante autres années.

Nous avons opté, avec le peuple, pour la première hypothèse.

(1) En Lucha : Organe du comité central de l'Organisation révolutionnaire des travailleurs.

(2) : ORT et PTE sont les deux partis marxistes léninistes en Espagne, engagés dans un processus d'unification ; les deux organisations doivent fusionner lors du congrès d'unification qui aura lieu le 1er juillet prochain.

2^e JOUR DU PROCES DES PATRIOTES CORSES

« Nous sommes les prisonniers de l'Etat français »

Vendredi matin, se sont poursuivis devant la Cour de sûreté de l'Etat les débats du procès des vingt-et-un patriotes corse. Avant d'aborder le fond du procès, il s'agissait de statuer sur trois questions soulevées la veille par les avocats. Les accusés emprisonnés revendiquent leur regroupement dans une même prison, la fin du quadrillage policier dans le box où chacun des accusés est surveillé par un policier, et enfin la mise en liberté d'Alain Stuart, dont le dossier est pratiquement vide.

A L'ENTREE du public, comme la veille, la salle est littéralement occupée par une nuée de policiers vêtus de chemises bleues. Le comble de ce raz-de-marée est atteint quand les accusés pénètrent dans leur box. Chacun d'eux arrive enchaîné à un policier et qui s'assoit à ses côtés, si bien que le box des accusés prend une couleur bleue presque uniforme.

Un avocat très en verve dira d'ailleurs : « En regardant le box des accusés, nous avons l'impression de juger des gendarmes ». De plus, c'est vrai que les flics, malgré la couleur printanière de leur uniforme sont aussi tristes que les discours de l'avocat général. Le contraste est frappant et paradoxal avec l'attitude des accusés.

Dès qu'ils pénètrent dans la salle d'audience, ceux-ci cherchent dans le public des têtes connues, des parents, des compatriotes venus nombreux et les saluent avec de grands gestes et de grands sourires. Rien chez eux qui ne trahisse l'abattement qu'on pourrait attendre d'accusés. Ils ont le sourire aux lèvres et suivent les débats avec l'attention. On sent la plaisanterie sur la bouche quand l'avocat général fait une gaffe.

Il savent ce qui les attend mais ce procès n'est pour eux qu'une parodie. Ils sont là pour le démontrer, pour se battre. Ils sont portés par le peuple dont ils perçoivent les échos de la lutte jusque dans la salle du tribunal. D'où leur calme, d'où leur bonne humeur étonnante, d'où leur force qui éclate dans leur déclaration en fin d'audience.

LES DETENUS SERONT REGROUPES

Un avocat ouvre les débats. Il parle du quadrillage policier. Il compare ce quadrillage à celui des rues d'Ajaccio, ce que le public apprécie hautement. Il demande que les détenus comparaissent libres et non entre deux policiers.

« Nous avons à communiquer avec les accusés à

tout moment », indique-t-il et souligne que le quadrillage rend la communication pratiquement impossible. Ensuite, il demande le regroupement des détenus dans une seule prison, celle de Fleury-Mérogis par exemple. Le régime spécial (qui s'applique aux détenus politiques) se rétrécit comme une peau de chagrin, ajoute-t-il. Il rappelle à la cour et à l'avocat général tel article qui permet aux accusés poursuivis devant la Cour de sûreté de l'Etat et qui ne sont pas encore condamnés de bénéficier du régime spécial. Il relève les contradictions entre le juge d'instruction lequel avait déclaré que rien n'empêchait le regroupement des prisonniers et l'administration pénitentiaire qui s'opposait à celui-ci. L'avocat demande que le président de la cour tranche. Puis l'avocat général, l'accusateur parlera. Après quoi la cour se retire. Celle-ci revient et annonce qu'elle a décidé le regroupement des accusés détenus et qu'elle demande aux gardes (les policiers) d'étudier les moyens d'alléger le dispositif dans le box des accusés « tout en préservant la sécurité ».

REFUS DE LA MISE EN LIBERTÉ D'ALAIN STUART

Reste le cas d'Alain Stuart dont le dossier est pratiquement vide. Les avocats soulignent que certaines dispositions comme la garde-à-vue bafouent la convention européenne des droits de l'homme que la France s'est engagée à respecter en 1974. L'un des avocats examinant la règle française de la garde-à-vue dira que les garanties de la défense ne sont pas assurées au moment de l'instruction.

Après avoir écouté une nouvelle fois l'avocat général, la cour délibérera longuement, puis reviendra lire un long texte tarabiscoté compréhensible pour les seuls initiés, au terme duquel elle refuse la mise en liberté d'Alain Stuart.

Enfin, au nom des accusés Jean-Paul Roesch, l'un d'entre eux, lira une déclaration liminaire où il dira :

Famine au Cambodge

CONSEQUENCE de l'invasion vietnamienne au Cambodge, pour la première fois depuis cinq ans, la famine menace. L'empêchement de faire complètement les récoltes de l'an dernier et l'impossibilité pour les paysans de replanter normalement cette année a engendré une situation encore aggravée par le fait que les 150 000 soldats du corps expéditionnaire vietnamien se nourrissent sur la population.

Plusieurs organismes internationaux, ainsi que les USA ont proposé que toute assistance au Cambodge soit répartie équitablement entre les différentes régions, qu'elles soient tenues par les for-

ces vietnamiennes ou par les résistants.

Du fait que les résistants contrôlent actuellement plusieurs régions du pays, cette confirmation internationale apporte un cinquantième démenti aux propos vietnamiens faisant état d'un contrôle total du pays par leurs forces. D'autre part, la Voix du Kampuchea démocratique a annoncé cette semaine que les patriotes avaient remporté une importante victoire militaire.

Après la saison sèche qui a été plus favorable aux envahisseurs, la saison des pluies, qui vient de commencer devrait permettre aux forces patriotiques de reprendre l'offensive sur l'ensemble du pays.

Le président colombien en visite en France

L E président Turbay de Colombie vient de passer trois jours en France. Avant de quitter son pays, il avait été mandaté pour être leur avocat auprès de la CEE par les autres chefs d'Etat des pays du Pacte andin qui regroupe le Venezuela, l'Equateur, le Pérou, la Bolivie et la Colombie. Au cours de ses conversations avec le président Giscard d'Estaing, l'accent a été mis sur la nécessité de renforcer la coopération entre les pays du Pacte andin et ceux de la CEE. Dans le communiqué final de la rencontre, la Colombie et la France insistent sur l'instauration d'un « dialogue entre le monde industrialisé et le monde en développement », avec, pour objectifs : « l'élimination des zones de pauvreté, le maintien d'un système d'échanges ouverts et l'accroissement des ressources mises à la disposition des pays du tiers monde ».

DANS L'ACTUALITE

Exode dramatique des réfugiés vietnamiens

Les responsables de l'ONU lancent un appel à tous les gouvernements

Vendredi 15 juin, le premier ministre adjoint de Malaisie, M. Mahathir Ben Mohamed, a annoncé la décision de son gouvernement de ramener dans les eaux internationales les soixante seize mille réfugiés vietnamiens qui avaient trouvé refuge dans son pays. La Thaïlande, quant à elle, a décidé qu'elle ne pouvait plus garder les réfugiés cambodgiens qui fuyaient l'armée vietnamienne. De source bien informée, la situation des réfugiés des pays de la péninsule serait considérée à Genève comme l'un des drames de ce genre les plus graves depuis la dernière guerre mondiale.

La Malaisie et la Thaïlande ne sont pas les seuls pays de la région à éprouver les plus grandes difficultés devant l'afflux provoqué de réfugiés indochinois. En Indonésie, plus de trente-et-un

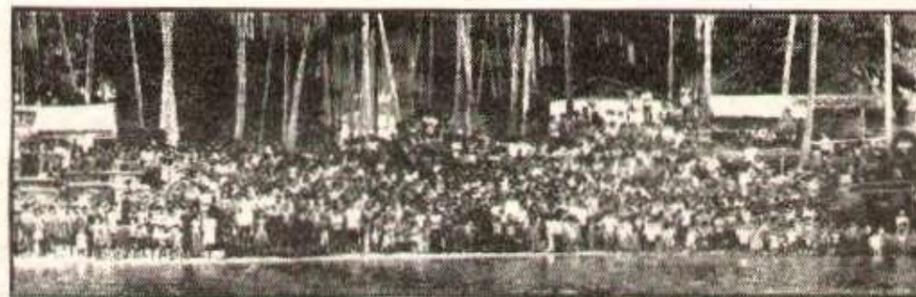
mille réfugiés vietnamiens sont actuellement disséminés sur plusieurs îles. Le gouvernement envisage de les rassembler sur l'île Galang, au sud de Singapour. A Hongkong, deux mille six-cents réfugiés, embarqués sur le Skyluck, font

la grève de la faim depuis le 14 juin pour protester contre l'interdiction qui leur est faite de débarquer.

Ces pays du tiers monde qui ont déjà le plus grand mal à nourrir leurs propres ressortissants sont dans l'incapacité de faire face à l'exode de réfugiés qui ne fait que croître. Les autorités vietnamiennes, malgré les protestations qui leur sont adressées de toutes parts, continuent en effet à susciter le départ de centaines de milliers de Vietnamiens, de Cambodgiens, de Laotiens. Bien plus, elles prennent prétexte de cet exode, dont la responsabilité leur incombe, pour menacer de représailles des pays comme la Thaïlande qu'elles accusent alors de donner abri à des rebelles. On voit dans quelle situation inextricable ces pays sont placés.

APPELS A L'AIDE

Les pays de cette région d'Asie n'ont pas cessé depuis des mois d'alerter en vain la communauté inter-



Poulo Bidong : une île d'un kilomètre carré : 38 000 réfugiés. Ils vont être renvoyés.

nationale. L'Indonésie et la Malaisie reprochent à d'autres pays, ayant accepté d'accueillir des réfugiés, tels les Etats-Unis et l'Australie, leur manque d'empressement. Ainsi, en mai dernier, quatre mille huit cents réfugiés vietnamiens ont pu quitter la Malaisie mais, dans le même temps, elle était contrainte d'accueillir dix sept mille arrivants. A Hongkong, ce sont quinze mille réfugiés qui ont débarqué tandis que quatre cents quittaient l'île. Certes, les initiatives privées, comme celle du Bateau

pour le Vietnam, ont permis de sauver un nombre non négligeable de personnes mais cela ne représente que bien peu de choses par rapport au drame qui se joue.

Le haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, MP Hartling, a exprimé jeudi « son angoisse ». L'action du haut commissariat a permis de réinstaller cent vingt mille réfugiés mais trois cent mille autres au moins ont besoin d'une aide urgente.

Samedi, le secrétaire général de l'ONU, Kurt Wald-

heim, a envoyé des messages au gouvernement de Malaisie et de Thaïlande leur demandant de surseoir à leur décision et leur promettant que l'aide nécessaire allait parvenir. Mais, en même temps, l'ONU ne fait pas mystère qu'une telle aide demanderait un effort bien plus important de la part des divers gouvernements. Point positif dans ce sens, la Suède a annoncé qu'elle allait consacrer quatre millions de dollars à l'aide aux réfugiés cambodgiens mais cet effort reste encore bien isolé.

D. MARAIN.

Violence policière à Brest

2 ouvriers des arsenaux condamnés à 3 mois de prison ferme, un autre à 10 jours

Bourges a choisi la voie de la répression et de la provocation à l'égard des travailleurs des arsenaux

Brest, correspondant.

LES travailleurs des arsenaux poursuivent leur mouvement sous la forme adoptée depuis le début : la grève alternée. L'arsenal de Brest a connu mardi et jeudi derniers ses huit et neuvième jours de grève marqués par la volonté de Bourges de briser par la force le mouvement. Mardi matin, les gardes mobiles interviennent systématiquement pour dégager les barrages mis en place par les grévistes à l'intérieur de l'arsenal. Selon la CFDT, il y a actuellement 2 000 gardes mobiles pour l'arsenal de Brest (8 000 travailleurs). Le préfet maritime a fait savoir que « ce chiffre ne correspondait pas à la réalité ». Sans plus de précision.

Mardi après-midi, à l'embauche de 13 h 45, les grévistes et les 1 500 travailleurs des entreprises privées (travaillant pour l'arsenal) trouvent les portes closes. Les salariés du privé n'ont aucune garantie quant au paiement de cette demi-journée de lock-out. Derrière les grilles fermées de la porte Cafarelli... des gardes-mobiles.

La colère éclate : grévistes de l'arsenal et ouvriers

du privé lock-outés lancent des projectiles à l'intérieur. Les gardes-mobiles dégagent les abords de l'arsenal à la grenade lacrymogène (cela déclenche des débuts d'incendies dans des boquets de pins voisins, ce dont ils rendront ensuite les grévistes responsables), poursuivent leur sale besogne en chargeant à la matraque les manifestants dans un quartier voisin.

Après leur passage, une ambulance viendra chercher un jeune ouvrier resté allongé sur la rue, blessé à la tête et au dos.

Armand Vaillant, 26 ans, aide-tourneur à l'arsenal fut arrêté. Jugé selon la procédure de flagrant délit le mercredi matin, il écope de dix jours de prison ferme pour « bris de clôture », mais il est laissé provisoirement en liberté. Jeudi matin, le piquet de grève mis en place à la porte Jean-Bart bloque l'entrée des requis (ouvriers réquisitionnés pour effectuer des travaux de sécurité à l'île Longue, où se trouvent les sous-marins nucléaires). Les gardes mobiles font dégager le piquet de grève, arrosant de grenades les requis qui finalement ne pourront pas rentrer à l'arsenal car la violence policière va se poursuivre pendant quatre heures.

Même la presse locale,

bien pensante, est obligée de reconnaître les responsabilités des gardes mobiles dans les incidents. Ouest-France, quant à lui, parle de « Brest-sur-lacrymogène ». Plus grave, les gardes mobiles font également usage de grenades offensives.

Les travailleurs de l'arsenal avaient été un peu surpris par la première intervention des gardes mobiles le 29 mai. Plus maintenant, ils sont déterminés et ripostent aux agressions des forces de l'ordre, notamment en leur relançant leurs grenades lacrymogènes.

La présence des gardes mobiles à Brest est de plus en plus indésirable : après leurs interventions contre les grévistes, contre les travailleurs des entreprises privées, c'est un de leurs cars qui a renversé et blessé un gamin en ville.

DEUX OUVRIERS CONDMANÉS

Arrêtés jeudi, Bernard Abgrall, 24 ans ouvrier à l'arsenal et Jean-Jacques Quéméneur, 23 ans, ouvrier en chômage, ont comparu en audience de flagrant délit, accusés de violences à agent et destruction de monument appartenant à l'Etat (la toiture d'un poste de gendarmerie maritime avait été bombardé de cailloux depuis un boulevard

surplombant l'arsenal). Ils ont tous deux été condamnés à trois mois de prison ferme bien que Jean-Jacques Quéméneur ait nié les faits. Les six témoins, eux, étaient formels : un officier, deux sous-officiers et trois gendarmes mobiles.

Bien que les syndicats soient d'accord pour dire que les incidents sont le fruit des provocations policières, la riposte face aux trois condamnations se fait attendre. La police s'attendait à avoir du monde au tribunal vendredi et avait pris des mesures spéciales. En fait, le procès s'est déroulé en l'absence de toute mobilisation de soutien. Plus regrettable encore est la division qui vient d'apparaître entre la CFDT et la CGT. L'union locale CGT appelle les travailleurs brestois à une action interprofessionnelle de protestation lundi. L'UL-CFDT, mardi. Mardi, doit avoir lieu également au ministère une rencontre avec les syndicats qui veulent faire de cette réunion un début de négociation alors que Bourges voudrait seulement passer en revue les problèmes.

Pour les revendications contre la répression, solidarité avec les travailleurs des arsenaux. Liberté immédiate pour Abgrall et Quéméneur! Hors de Brest les gardes-mobiles!

Suite des élections européennes

Sanguinetti veut la démission de Chirac

A U RPR aussi le résultat des élections européennes a provoqué un grand remue-ménage. Sanguinetti lui-même, ancien secrétaire général de l'UDR, a demandé à Chirac de démissionner et d'entamer une traversée du désert en attendant des jours meilleurs. Pour Sanguinetti, si

les Français n'ont pas accordé leurs suffrages au RPR, c'est parce qu'ils ignoraient si ce mouvement se situait à l'intérieur ou à l'extérieur de la majorité. Pour lui, Chirac est allé trop loin dans ses critiques du gouvernement et le RPR doit se présenter comme partie intégrante de la majorité.

Mitterrand gronde, Mauroy et Rocard boudent

LES résultats des élections du 10 juin continuent de semer l'embrouille au Parti socialiste comme au RPR.

Dimanche se tenait à Bondy, le comité directeur du Parti socialiste, destiné à tirer le bilan du scrutin du 10 juin. Après l'accalmie provisoire de la campa-

gne européenne, les affrontements entre diverses tendances ont repris de plus belle. C'est la publication, prématurée de l'intervention que devait faire Mauroy au comité directeur qui a servi de prétexte à Mitterrand pour suspendre le comité directeur et convoquer une convention nationale. A cela, Mauroy et Rocard ont répliqué en refusant de se rendre à cette convention, trop précipitée à leur yeux.

Il semble bien que Mitterrand et ses alliés du CERES tentent de tout faire pour mettre au pas les autres tendances, cela limitant notamment les possibilités d'intervention publiques de Mauroy et Rocard sur les radios et à la télé.

D'un autre côté, Mauroy et Rocard présentent de plus en plus Mitterrand comme l'homme de l'échec. 1978, le Programme commun, 1979, l'Europe, le candidat à éviter pour les présidentielles de 1981. Ce climat de division servirait Rocard qui peut attendre son heure pour se présenter en rassembleur du parti et en candidat pour 1981. Derrière ces contradictions, c'est aussi la question de l'alliance avec le PCF qui est en jeu.

Suite de la page 2

« Nous n'avons aucune intention d'atténuer la portée de nos actes qui traduisent la volonté du peuple corse de se reconstituer en nation souveraine. Il récuse « une légalité totalement étrangère et que nous ne reconnaissons pas ». « Combatant du peuple corse hier, prisonnier de l'Etat français aujourd'hui, nous avons estimé utile à la juste cause que nous servons de ne pas décliner l'offre que vous nous avez faite d'une tribune exceptionnelle qui nous permettra de dénoncer, face à l'opinion internationale, l'œuvre illégitime du colonialisme français en Corse ».

Lundi, c'est une longue déclaration que les accusés liront qui « retracera... l'épopée tyrannique et macabre de deux siècles de colonisation ».

HM

LC



L'HUMANITE ROUGE - Mardi 19 juin 1979

Interview d'une militante qui, pour continuer la lutte, a quitté le PCF après 37 ans de parti

« Aujourd'hui, le PCF ne correspond plus à mes aspirations »

JEANNINE, militante du PCF depuis 1942, auquel elle avait adhéré alors à l'âge de 16 ans, a envoyé le 11 mai 1979 au secrétaire de la section de Vitrolles (Bouches-du-Rhône) du PCF une lettre de démission de ce parti. Cette lettre n'a pas été envoyée à la légère, elle a été longuement mûrie, recommencée plusieurs fois. Elle a beaucoup coûté à cette militante politique et syndicale expérimentée (elle est secrétaire de l'UL-CGT), profondément attachée à son parti. Maltraitée, humiliée par les dirigeants du journal *La Marseillaise*, elle a traversé une période difficile. Entourée par les militants de la cellule de notre parti à Vitrolles, elle a bien voulu répondre à nos questions.

HR : Jeannine, à quelle occasion as-tu pris la décision d'envoyer cette lettre au secrétaire de section ?

— La goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est le refus, après mon

départ de Marignane où j'étais membre du bureau de section en mai 1978, de me réintégrer dans une cellule de Vitrolles. Je n'ai eu ma carte qu'en février 1979. Il est vrai que j'étais devenue ce qu'on appelle une « mauvaise camarade ».

« La Marseillaise » : une direction patronale

HR : Pourquoi ? Qu'est-ce que tu avais fait ?

— Tout simplement ce que je croyais être mon devoir de communiste. Dans la nouvelle imprimerie de *La Marseillaise* à Vitrolles, nous étions seulement onze communistes sur une cinquantaine de travailleurs. On est rentré avec un enthousiasme terrible. D'abord, la première chose qu'on a fait, c'est la création de notre cellule, on s'y est tous accroché.

On pensait surtout au rayonnement que ça allait avoir dans la zone industrielle, d'autant plus qu'à côté, il y avait l'imprimerie du *Figaro*, Reprogravure, les NMPP.

On s'est trouvé devant un mur de la part de la direction qui a eu l'impression qu'on voulait construire cette cellule contre elle pour exercer un contrôle. C'était vraiment bien loin de notre idée. On voulait surtout conquérir les non communistes de l'entreprise. On a fait alors appel à la section, à la fédération, au comité central. On a eu une réunion avec la section et deux représentants de la fédération. On est sorti complètement ahuris de ce qu'on a entendu.

Il a fallu se battre avec les statuts du parti sur la table. On ne comprenait plus, on ne comprenait vraiment plus.

Ensuite, ils sont passés aux attaques contre le syndicat. Parce que le syndicat, c'était un organisme embêtant. Quand il a fallu discuter des accords d'entreprise, on a senti qu'on avait affaire à une direction patronale et non plus à une direction de camarades-militants. C'était vrai-

ment une discussion entre salariés et direction.

On a alors éliminé tous les camarades qui avaient une position très dure. Si on ne les a pas éliminés, on leur a tellement mené la vie dure qu'on les a dégoûtés, qu'il n'y en a presque plus qui militent. Ils nous ont cassés. Finalement les camarades ont dit : « On abandonne, on viendra travailler ici comme dans n'importe quelle autre boîte ». Ils ont fait du travail de démolition de communistes, moi je dis que ce sont des anticommunistes.

Pour moi, comme je ne me suis jamais gênée pour dire ce que je pensais, a commencé toute une série de tracasseries, d'entrevues orageuses avec la direction, jusqu'aux menaces de licenciement et au licenciement lui-même puisque une lettre de licenciement m'a été remise... en main propre. Bien sûr, elle n'a aucune valeur puisqu'elle n'était pas recommandée.

Tu sais, j'ai souvent eu affaire à des patrons de combat dans ma vie de syndicaliste, mais là, pour moi, il s'agissait de camarades ! Alors tu vois le choc quand le directeur m'a dit : « Ton attitude vis-à-vis de la direction nous oblige à te dire qu'elle remet en cause ta situation pécuniaire ». Ce n'est pas beau ça ? Quelle hypocrisie ! Les patrons sont plus francs, eux.

Remarque, le pire pour moi, ça a été quand à Vitrolles on m'a dit que je n'avais jamais été au parti. Alors ça ! C'était le plus gros coup de bâton reçu sur la tête.

HR : Pourtant ici, tous les dirigeants, tous les responsables connaissent

ta biographie. Pour nos lecteurs, peux-tu préciser les circonstances de ton adhésion au PCF ?

— D'abord, je tiens à dire que je ne suis pas la première militante ouvrière de ma famille. Déjà, mon grand-père maternel avait participé à la création du Parti ouvrier français de Jules Guesde. Mon père, lui, n'a jamais plus retrouvé de travail après 1936. Le 3 septembre 1939, une descente de police a tout saccagé dans la maison : ma mère, ma sœur, mon beau-frère ont pris le chemin de la prison du Havre. Je suis restée seule à l'âge de 13 ans.

Mon beau-frère, jugé par la police militaire et envoyé en première ligne, a fini, après divers passages en forteresse, dans un camp de prisonniers en Silésie. Ma sœur, libérée en 1940, est revenue, en ayant perdu la raison, du camp de Bergen-Belsen.

En 1942, un mois après son arrestation, j'ai adhéré au parti. Le départ de ma sœur et l'assassinat de notre petit Guy Mocquet, qui avait à peu près mon âge, m'ont beaucoup aidée. Tu vois, ce sont des souvenirs qui me font encore mal. Personne n'a le droit d'y toucher.

Alors, il faut comprendre... A 53 ans, n'ayant que mon salaire pour vivre, ayant consacré ma vie au parti et à la CGT, c'était difficile de supporter tout ça... Les nerfs en ont pris un coup... Je suis tombée malade. Au moins pendant ce temps, j'ai pu me reposer... Personne n'est venu me voir. Alors, maintenant, après avoir beaucoup réfléchi, j'ai pris ma décision...

Décalage entre les paroles et les actes

HR : Tu as eu des désaccords importants avec la direction de *La Marseillaise*, avec certains responsables de la section de Vitrolles mais qu'est-ce qui t'a fait penser que c'était le Parti dans son ensemble qu'il fallait rejeter et pas seulement quelques mauvais responsables locaux ?

— JEANNINE : C'est en faisant le bilan de toutes les années qui étaient derrière moi. Déjà, j'avais ressenti un malaise au moment de l'élimination de Casanova. Puis en 1968, déjà, à Grenoble, j'étais passée devant trois secrétaires fédéraux parce que j'avais eu l'audace de monter un syndicat CGT chez Peugeot avec un camarade « dissi-



Le 12 mai, la cellule de Vitrolles du PCML organisait une réunion « La parole aux travailleurs ». Jeannine, qui a quitté le PCF, déclare : « Déjà, par la fraternité qui a été très nette, la possibilité de dire ce qu'on pense, la possibilité de discussion, je sais que si j'ai une critique à faire à un camarade, il m'écouterait ».



dent ». Puis, on nous a imposé le rejet de la dictature du prolétariat et enfin le grotesque accord conclu entre les deux tours des élections législatives.

En fait, je me suis rendue compte qu'il y avait un grand décalage entre ce qui se disait et ce qui se faisait. Tout ce qu'on dit sur la démocratie, sur l'unité, il n'y a rien qui cadre avec la réalité. C'est pourquoi j'ai remis tout en cause. J'ai eu le courage d'envoyer tout promener. Mais je pense à tous les camarades qui sont sur les mêmes positions, qui se mettent sur la touche et ne veulent plus militer ou se réfugient dans le syndicat.

J'en connais plusieurs qui sont partis avec la colère. Il n'y en a pas qu'un : à mon avis, c'est une hémorragie. Il y a un nombre important d'adhérents sur le plan national mais est-ce que ça correspond

à ce qui se passe dans les cellules ? C'est pas vrai. D'après les statistiques que j'ai pu faire lorsque j'étais au bureau de section de Marignane, il y aurait 5 à 7 % de militants actifs. D'autres camarades du PCF

me disent que je suis encore au-dessus de la vérité. C'est qu'il y a un malaise dans le parti. Les gens n'y croient plus. Les réunions de cellules sont de moins en moins suivies. Les cellules vivent au ralenti.

« C'est plus la peine de parler de démocratie »

HR : Comment l'expliques-tu ?

— JEANNINE : C'est le fait qu'on soit toujours dirigé par le même noyau de camarades avec lesquels il faut toujours être d'accord. Ils ne permettent plus de discuter. Quand tu te permets de discuter, on t'impose le silence. Du moment que le Comité central a dit telle ou telle chose,

c'est bien, il n'y a pas à revenir dessus.

Quand on a parlé de l'abandon de la dictature du prolétariat, que ça nous plaise ou que ça ne nous plaise pas, il n'y avait plus à discuter. On nous a donné les explications parce qu'il y a des camarades qui ont dit : « C'est un peu fort, on ne nous demande même plus notre avis, c'est même

Suite de la page 4

pas la peine qu'on discute. Mais c'était fait à l'avance. Tu prends le problème de la Chine : c'est un problème « tabou », on te parle toujours de l'URSS mais on ne te parle jamais des réalisations de la Chine. Pourquoi ? Qu'on ait des choses mauvaises ou bonnes à en dire, il faut en discuter : c'est plus la peine de parler de démocratie dans le Parti.

Pour l'unité, c'est pareil, on parle beaucoup d'unité mais, sans doute parce que le mot « unité » signifie pour les dirigeants « unité tout seul », on ne la pratique pas surtout à la base.

L'unité qu'on a faite pour les législatives, c'était une unité seulement électorale. On n'a même pas discuté à la base avec les socialistes. Pour moi l'unité, ce n'est pas simplement pour prendre des sièges à la Chambre des députés. Pour eux, tous ceux qui n'ont pas les mêmes idées ne sont pas des types valables. On en a eu l'exemple actuellement sur Vitrolles avec la campagne contre les expulsions de travailleurs immigrés. Le PCF parle toujours d'unité mais lorsqu'il s'agit de faire l'unité à la base contre les expulsions de Fatah et d'autres, ils ne sont pas là. L'autre jour, au meeting, on était plus de cent mais personne du PCF.

Il paraît que le PCF ne peut participer à des actions communes avec des groupes minoritaires, des groupes minoritaires comme le PS ou la CFDT par exemple ? Enfin minoritaires ou pas, réunir plus de cent personnes à Vitrolles pour soutenir les immigrés, c'est beaucoup et le PCF n'y était pas lui.

HR : Mais en réalité, leur refus de participer, c'est le refus de se trouver à côté de notre Parti ?

— JEANNINE : C'est vrai et c'est pour ça qu'ils m'ont attaquée en me disant que j'avais de mauvaises fréquentations, que je devais les abandonner. Mais tu sais, certains membres du PCF ont la même attitude avec les militants de la CFDT, par exemple. Il faut se battre avec certains camarades qui ne sont pas unitaires. D'ailleurs, regarde à Vitrolles, maintenant, par sectarisme, le PCF s'est refermé sur lui-même. On ne le voit plus dans aucune action, ses militants ont déserté la plupart des associations où se fait l'unité avec des gens d'opinions diverses. On dirait qu'ils ont peur que les choses leur échappent.

HR : Ça fait maintenant un mois que tu as écrit ta lettre, n'as-tu pas changé d'avis ?

— JEANNINE : Non, absolument pas, je ne reviens sur rien tout au contraire, je suis persuadée que c'est de plus en plus d'actualité, notamment sur la question de l'unité et de la démocratie. Aujourd'hui, le PCF ne correspond plus à mes aspirations, ce n'est plus un parti révolutionnaire. Tu as vu le tract sorti à Mari-gnane sur la sidérurgie ? On a vraiment l'impression qu'on défend la sidérurgie française, les capitalistes de la sidérurgie, les maîtres de forges, des travailleurs, on n'en parle plus !

HR : Jeannine, après avoir envoyé ta lettre, tu as demandé à adhérer à notre parti...

— Je te ferai remarquer camarade que quand j'ai demandé à adhérer au PCML, j'ai dit : « Attention,

je viens d'être fortement échaudée, je demande une année d'observation ».

Parce qu'il y a des positions que je demande à étudier. Par exemple, vous avez reproché au PCF d'être à la remorque de l'Union soviétique, j'ai le sentiment que vous êtes à la remorque du Parti communiste chinois, je ne veux pas tomber d'un travers dans l'autre. Par contre, je suis tout à fait d'accord pour étudier les positions du Parti communiste chinois, ce que je n'ai jamais pu faire dans le PCF, pourtant ça me passionne au même titre que Cuba ou l'URSS.

« Qu'on ne m'impose pas des idées toutes faites »

HR : Mais après quelques semaines, quelles sont tes premières impressions du Parti ?

— Ma première impression, c'est que je crois revivre. Parce que j'étais tellement éteinte dans le PCF, j'étais tellement au-dessous de zéro. Je ne croyais plus à rien. Quand on prend douche sur douche, que tout ton idéal est foutu par terre, tu as une fâcheuse tendance à voir tout en noir. De fréquenter les camarades, ça m'a reconflée, ça m'a donné une bouffée d'oxygène, c'est vraiment ce que je ressens. Déjà, par la fraternité qui a été très nette, la possibilité de dire ce qu'on pense, la possibilité de discussion, je sais que si j'ai une critique à faire à un camarade il m'écouterait, alors que dans le PCF chaque fois que j'ouvrais la bouche pour faire une critique, on me tombait à bras raccourcis sur le dos.

Ce que je veux dans le nouveau parti, c'est la possibilité de discussion ouverte et franche et qu'on ne m'impose pas des idées toutes faites. C'est pour ça que je demande une année de réflexion pour savoir si je vais trouver ce que je cherche.

J'ai aussi l'impression de retourner à l'origine de ce que j'ai connu quand les cellules étaient si petites : Y'avait mon grand-père qui me disait : « Maintenant, il ne faut pas te plaindre, ici, il y a quelques centaines de personnes au Parti, mais quand on était dix, c'était autre chose. De mon temps, on était dix, maintenant, on est cent, tu verras on sera des milliers après ».

J'ai l'impression de redémarrer quelque chose. Je trouve que c'est plus passionnant que d'être dans un parti qui est mort.

Culturel

Du 28 juin au 5 juillet, l'Opéra révolutionnaire coréen est à Paris

La jeune bouquetière

ELLES ont le goût salé des larmes les fleurs que vend Kot Poun. C'est pour acheter des remèdes et soigner sa mère que, la nuit, la jeune bouquetière vend ses fleurs. Le jour, elle remplace sa mère et accomplit les corvées chez le propriétaire foncier.

On comprend que Kot Poun pleure. Sa vie n'est pas rose. Son père est mort à la tâche chez le sinistre propriétaire foncier Bai. Celui-ci après l'avoir dépouillé de ses maigres biens, après l'avoir écrasé de dettes l'a contraint au servage. Le père mort, c'est son

Derrière « l'adoucissement » du projet Barre-Bonnet

DECIDEMENT Barre ne fait pas dans la finesse. D'une main, il signe les lois scélérates et les charrettes de licenciements, tandis que de l'autre, il joue de la matraque. Ainsi, une sous-directrice de CES à Reims, est révoquée pour avoir fait grève avec ses collègues contre la suppression d'un cours de latin.

En Seine-Maritime, un travailleur qui réclamait son dû a été blessé par un chien policier lâché à ses trousses par les flics appelés par le patron. Vingt-trois soldats du contingent se retrouvent aux arrêts pour avoir signé une pétition demandant les transports gratuits et les droits démocratiques à l'armée.

A Brest, des ouvriers de l'arsenal sont condamnés en flagrant délit après un jugement sommaire. Miguel Moser, 18 ans, qui devait passer son bac est maintenu en prison. Un jeune corse vient d'être placé en garde à vue à Antibes.

Les travailleurs immigrés sont sans cesse contrôlés et menacés d'expulsion. Il faut exiger la libération des emprisonnés du 23 mars et du 1er Mai. Il faut exiger l'abrogation des lois Barre-Bonnet contre les travailleurs-immigrés. Nous devons riposter contre toutes les mesures qui frappent tous ceux qui luttent. Le 20 juin, à 16 h 30, se tiendra à Paris une manifestation appelée par l'Union régionale CGT et le SNES de l'île de France, de la République à Barbès.

Mosaïque

La parole coupée aux résidents des foyers Sonacotra

COMME tous les dimanches matins, l'émission Mosaïque fut programmée ce dimanche 17 juin. Mais, pour une fois, il fut question de la situation dans les foyers Sonacotra. Un film fut projeté, un débat organisé sur ce thème. Y participaient un représentant du Comité de coordination, Hassan, Stoléru, le ministre, le président de la Sonacotra, Delmont, responsable d'une commission chargée de faire des propositions pour mettre fin à la grève, et d'autres invités français et immigrés.

Le film projeté donna les trois quarts du temps la parole aux gérants ou représentants de la Sonacotra. Quant aux résidents en lutte, leurs propos furent si bien censurés que cela en était gênant. Hassan n'a-t-il pas dit que les propositions d'un résident gréviste avaient été mis au point avec le Comité de coordination et qu'il ne les avait pas reconnus. Un journaliste de Libération écrivait qu'il avait eu l'occasion de voir le film avant cette projection et qu'entretemps, des

séquences avaient disparu, sans doute jugées trop subversives.

Le débat, lui, fut mené de façon à minoriser le représentant du Comité de coordination. L'animateur prit bien soin qu'il n'intervienne pas trop. Stoléru, lui, eut tout le temps pour exposer ses plans. Il annonça qu'il fallait en finir avec la grève au 1er juillet. Il annonça le déblocage de deux cents millions de francs pour des travaux dans les foyers, une charte de résident et un projet d'organisation des comités de résidents dirigés par les gérants, l'augmentation des tarifs des chambres de 8 à 12% et enfin il exigea le paiement des arriérés de loyer. Il n'oublia pas ses habituelles calomnies sur le Comité de coordination qui préleverait, selon lui, des cotisations obligatoires auprès des résidents et qui commettrait des violences contre ceux qui ne veulent pas faire grève. Ce à quoi Hassan lui répondit qu'il serait bien incapable de présenter un seul résident ayant eu à subir ce qu'il venait d'affirmer.

H. M.

fête de soutien à l'Humanité rouge

Dimanche 24 juin 1979
au centre culturel de Brétigny

9 H TOURNOI D'AMITIE DE FOOT
12 H GRAND REPAS CHAMPETRE
14 H ouverture de la FETE :
20 H REPAS - BAL POPULAIRE

ENTREE ET CRECHE GRATUITES
achetez notre BON DE SOUTIEN (15F minimum), donnant droit à un repas et la gratuité de tous les spectacles

Parti communiste marxiste-léniniste

Nouvelles mesures de répression

La politique de la matraque

IL y a quelques mois, Stoléru avait informé les organisations syndicales de ses projets. En particulier, il avait fait savoir qu'il allait restreindre à un an la durée des cartes de séjour exception faite pour une très petite minorité qui bénéficierait de cartes valables dix ans.

Or, le dernier conseil des ministres n'a pas confirmé la mesure réduisant à un an la validité des cartes de séjour, puisqu'elles seront établies pour trois ans finalement.

S'agit-il là d'un recul ou d'une manœuvre ? Certainement des deux. D'un recul car les projets gouvernementaux concernant les immigrés inquiètent beaucoup une large opinion. Non seulement les organisations de soutien aux immigrés, les partis politiques de gauche et d'extrême-gauche, les organisations syndicales ont protesté, mais cette protestation s'est aussi faite entendre dans les rangs de certains députés UDF et RPR lors de la discussion à l'Assemblée du projet Barre-Bonnet. D'où les amende-

ments à ce projet, amendements gommant certains aspects, particulièrement contestables.

Il y a aussi du calcul dans cette façon de monter la barre très haut, d'annoncer des mesures très graves puis ensuite, de présenter un projet « adouci » (bien qu'évident quand même une machine de guerre contre les immigrés). Avoir annoncé la réduction généralisée de la validité des cartes de séjour à un an et la maintenir à trois ans, cela n'est-il pas un moyen de désamorcer les protestations, de reconsidérer ceux qui ont protesté contre ce qui s'avère finalement ne pas être la réalité. Pour le pouvoir, n'est-ce pas aussi montrer sa bonne volonté ? N'est-ce pas faire passer les mesures prises pour un moindre mal ?

Il se dit que le projet Barre-Bonnet avait aussi mis la barre bien haut pour rendre d'autant plus acceptables les mesures qui sont finalement passées et qui sont celles que, justement, le pouvoir voulait faire passer.

une jeune fille, Kot Poun ?

Les femmes étaient particulièrement brimées et opprimées par ce système. Cet opéra révolutionnaire remarquable et somptueux est une occasion pour mieux connaître la lutte historique du peuple coréen et pour mieux connaître aussi ce peuple. Nous serons au rendez-vous.

Léon CLADEL

Théâtre des Champs Elysées - 14 Avenue Montaigne - Paris.
Tél : 225-29-64, du 28 juin au 5 juillet 1979 à 20 h 30. Pause le 1er juillet.

INRA

Manifestation contre le développement des emplois hors-statut

Versailles correspondance.

Le mardi 12 juin, le personnel de l'Institut national de la recherche agronomique était en grève à l'appel de la CGT et de la CFDT. D'après les chiffres syndicaux environ sept cents personnes, venues de tous les coins de France, manifestaient Quai de Grenelle à Paris, au siège de la direction générale. Que se passe-t-il donc ?

L'INRA est actuellement une administration dont le personnel est fonctionnaire (pour ce qui est du scientifique, c'est-à-dire d'une minorité faisant plus ou moins fonction de cadre) et surtout de contractuels d'Etat.

Il existe aussi des hors-statuts qui sont licenciés à volonté : leur nombre a diminué ces dernières années car la direction, sous la pression des luttes syndicales, avait entrepris d'intégrer sur le statut certaines catégories de hors-statut. Or, depuis plusieurs mois, au niveau des ministères et de la direction générale, on dit que l'INRA n'est pas assez rentable : « Il faut valoriser la recherche ». Dans

le plus grand secret et au plus haut niveau, sont préparés des rapports (commissions Audit, rapport Massenet) dont quelques-uns ont été dévoilés grâce à des fuites utilisées par les syndicats ? Quels sont les buts avoués par la direction générale pour ces transformations ?

1) Réorienter la recherche vers des secteurs prioritaires, notamment ceux susceptibles « d'assurer le développement technologique et renforcer la compétitivité de l'agriculture et des industries alimentaires en fonction des besoins des consommateurs et des débouchés des exportations ».

La mobilité est l'un des moyens envisagés pour arriver à cette fin.

2) Pallier la diminution

des crédits et surtout des postes qui étaient accordés par l'Etat à l'INRA. C'est le but de la transformation de l'INRA, d'établissement public administratif en établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC).

Et pour le personnel quel avenir ? Une mobilité forcée qui permettra de muter ou de licencier au gré des désirs de la direction et plus de facilité pour démanteler un service en fonction des besoins. Et surtout, la direction générale et le gouvernement veulent transformer l'INRA en EPIC : cela rendra possible la création de filiales et feront des sociétés mixtes INRA-industrie. La conséquence de cette transformation sera la multiplication des hors-statut, la création de plusieurs statuts de droit privé, ce qui augmentera la division et ôtera toute garantie d'emploi. Enfin, c'est le développement exclusif de recherche à court terme de simples prestations de service, le travail au rendement. De telles transforma-

tions ont déjà eu lieu au CEA et dans d'autres organismes.

Aux délégations de personnel, le chef du cabinet de M. Aigrin a déclaré en substance, le 12 juin : « Il me paraît souhaitable qu'il y ait des personnes hors-statut dans un organisme comme l'INRA ». Au ministère de l'agriculture, on a répondu à une délégation, ce même 10 juin « que rien n'était décidé, mais qu'on travaillait sur l'hypothèse de plusieurs statuts ». Comme si cela n'était pas assez clair, le directeur général de l'INRA a refusé, obstinément tout engagement, même modéré, à ce que les réformes prennent en compte les garanties pour le personnel.

Face à cette obstination méprisante, les manifestants au nombre de 75 ont décidé d'occuper les locaux de la direction et de séquestrer toute la direction générale toute la nuit.

Correspondant occasionnel de Versailles.

SOUSCRIPTION

40 millions pour fin juin

Lettre d'un lecteur

Chers camarades

Je vous écris pour répondre enfin à la campagne de souscription du parti. Je suis étudiant (fils de paysan) et je considère qu'il faut absolument que le journal vive.

D'une part, après les rassemblement de Fameek, j'ai pu constater combien le parti pouvait unifier et répondre aux aspirations (modestement certes) des travailleurs qui sont en lutte et qui veulent riposter aux attaques de la bourgeoisie et s'organiser indépendamment sur des positions de classe par rapport aux révisionnistes notamment.

D'autre part, le journal est aujourd'hui l'arme indispensable dont doivent disposer les travailleurs pour œuvrer à l'unité de la classe ouvrière pour passer efficacement à la contre-offensive des mesures antipopulaires et antiouvrières de la bourgeoisie.

Enfin, comme le dit le parti, ce sont effectivement les petits sous des travailleurs (et des étudiants) qui peuvent faire céder le patronat.

Culturel

Concours de nouvelles

NOUS en étions persuadés, vous lecteurs, amis et camarades, posséder des trésors qui dorment dans vos tiroirs. Nous voulons parler bien sûr de trésors littéraires. D'ores et déjà, nous avons en notre possession cinq nouvelles sur le thème de l'unité de la classe ouvrière. -Oui, cinq, déjà ! Voici donc notre concours qui prend un excellent départ. Et nous ne disons rien de ces camarades rencontrés qui nous ont dit leur intérêt pour

les concours et leur intention d'y participer : « J'aurai le premier prix », lançait une camarade en manière de défi. Holà, pas si vite ! La concurrence va s'avérer difficile. Quoiqu'il en soit, nous pouvons l'annoncer : tous les participants seront récompensés du premier au dernier.

Les cinq premiers recevront des prix spéciaux et le premier se verra remettre une toile du peintre Pierre Lebrun. Ainsi que nous l'avons déjà annoncé, la cérémonie de remise des prix aura lieu

à la fin du mois de septembre et sera présidée par Alain Castan. Profitons de notre rencontre d'aujourd'hui pour répondre à quelques questions.

- Faut-il obligatoirement dactylographier le texte ?

Oui, cela vaut mieux si vous en avez la possibilité mais les textes manuscrits seront acceptés, ils seront tapés à la machine afin d'être soumis au jury. Ecrivez lisiblement !

- Faut-il signer ?
Oui, indiquez vos noms et prénoms, il peut s'agir

de noms de plume.
- Que deviendront les textes ?

Le premier sera publié en feuilleton dans *L'Humanité rouge*. Il peut en être de même pour d'autres dans le cadre d'une publication séparée. Nous attendons donc vos textes, ils seront tous les bienvenus et à bientôt pour un nouvel entretien où nous parlerons plus particulièrement du thème du concours de nouvelles : l'unité de la classe ouvrière.

A bientôt !

Liste de souscription

Total précédent	172 510,70 F
Supplément à réabonnement quotidien :	
M.M. Metz	20 F
V.C.L. Lille	220 F
P.V. Bayonne	70 F
Deux camarades Lille	100 F
Supplément à vente de quotidiens Nord	6,40 F
Supplément à réabonnement bimensuel :	
G.J. Argentan	12 F
Soutien hebdomadaire deuxième semaine juin	
M.D. Boulogne-sur-Mer	60 F
Supplément à réabonnement quotidien plus bimensuel :	
B.J.P. Seine et Marne	132 F
G. Aisne	4 F
C.M. Montpellier	25 F
B.D. Paris	100 F
Sur vente de calendriers Dijon	140 F
Souscription conférence régionale du 25 mai	
Pays de Loire	265 F
CPR du PCML Pays de Loire	140 F
Pour la souscription H.M. Paris	300 F
Souscription L.R. Var	50 F
Une camarade Lille	200 F
Cellule du PCML Jean Maes Lille	325 F
Pique-nique organisé par la cellule J. Maes avec des sympathisants Lille	55 F
Une ouvrière de Sud Couleur Hérault	2 F
Des travailleurs immigrés marché Hérault	5,40 F
Supplément à vente sur marché Hérault	14,30 F
Un étudiant Hérault	0,50 F
Nouveau total au 13 juin 1979	174 757,30 F

Le prix du pain et l'emploi

LE prix du pain et l'emploi : quel rapport ? Vous vous souvenez de la libération du prix du pain ? On se doutait bien que c'était une hausse déguisée. « Pensez-vous, proclamait le meilleur économiste de France, nous allons veiller à ce que la concurrence puisse jouer à plein ». Mais ce fut un illustre inconnu, Monsieur Francis Combe, qui eut l'argument-choc : « Si on libère le prix du pain, nous allons créer 10 000 emplois », déclarait le président du « syndicat » de la boulangerie. Doute chez certains, les licenciés de la navale se voyaient mal avec une pelle à tarte à la place du poste à souder, et les sidérurgistes de Lorraine se demandaient comment se convertir du haut fourneau au four à pain...

Questions inutiles puisque l'on connaît le résultat : le prix du pain a augmenté de plus de 25 % et pour les emplois, Monsieur Combe a commencé par lui-même puisque le hasard faisant bien les choses, il est le 11e élu sur la liste de l'UDF...



Le Parti néo-nazi allemand, le NPD, organisait ce week-end une manifestation fasciste à Francfort.

A l'appel de très nombreuses organisations et personnalité, ce sont plus de cent mille personnes qui se sont regroupées autour d'un concert « Rock gegen rechts » (Rock contre la droite).



Une manifestation des travailleurs de Guilloard à Nantes. Une mobilisation qui paie, puisque les deux licenciements demandés par la direction ont été refusés par l'inspecteur du travail.

TRAILOR A LUNEVILLE (MEURTHE-ET-MOSELLE) Encore une fois, les CRS contre les travailleurs

TRAILOR fabrique des plates-formes de semi-remorques et assemble des semi-remorques. Elle emploie 1 400 personnes à Lunéville, près de Nancy. Les travailleurs sont en grève depuis près de vingt jours. Les revendications portent notamment sur les salaires : 2 800 F minimum, 250 F de primes, etc.

Le 13 juin, les CRS sont intervenus pour débloquent les portes bloquées par les travailleurs. Il y avait deux cents CRS environ. L'après-midi, après leur départ, les travailleurs reprenaient d'assaut l'usine et séquestraient deux directeurs. Il fallait une deuxième intervention des CRS pour « délivrer » les pauvres directeurs. Les travailleurs témoignèrent de leur détermination en vidant meubles et papiers des bureaux donnant sur la RN 59.

Chômage : à Reims aussi, nous sommes concernés

POUR beaucoup, Reims est un peu à l'écart des mesures de licenciements ou de restructurations et donc à l'écart des luttes (« Tenons-nous peignards, nous ne sommes pas touchés »).

C'est oublier un peu vite la vague de fermetures d'usines de 1977 à 1978 : Marelli, Combeplaine, SRP etc. c'est oublier un peu vite les 13 000 chômeurs, dont 7 112 femmes, dans la Marne en décembre 1978 (dix fois plus qu'en 1970. source INSEE).

C'est oublier la restructuration capitaliste dans les usines telle que Arthur Martin, Chausson, Schlumberger, ITT-Claude, SGF : arrêt de l'embauche, non-remplacement des mises à la retraite, intérimaires jetés à la rue, menaces de licenciements, etc.

C'est oublier aussi que les secteurs tertiaires, privés ou d'Etat, en profitent pour imposer une politique de rentabilisation extrême : embauche d'auxiliaires pour trois mois à la Sécurité sociale ou à la caisse d'allocation familiales. Intérim et compression de

personnel dans les hôpitaux et les cliniques, etc.

C'est donc une lutte d'ensemble contre le système capitaliste, contre le chômage, pour l'embauche, pour la réduction du temps de travail, pour la 5e semaine de congés payés, qui doit s'engager, et où doivent se retrouver chômeurs et travailleurs actifs, tous ensemble et en même temps !!

FOYER AFRP CONCORD A VITRY-SUR-SEINE 15 expulsions

MARDI 12 juin, vers 6 heures du matin, trois cars de CRS sont venus expulsés quinze résidents du foyer AFRP de Vitry et ont procédé à la fermeture de leur chambre en y retirant toutes leurs affaires. Le soir même, une assemblée générale se tenait au foyer regroupant environ 200 résidents avec leurs délégués, un représentant du Comité de coordination, des résidents du foyer Sonacotra d'Ivry en grève et des membres du comité de soutien d'Ivry. L'intervention du délégué représentant la coordination a souligné l'importance du rapport de force et de la mobilisation en masse des résidents face aux tentatives pour briser la lutte, des dirigeants des foyers et des gérants racistes appelant la police à la rescousse.

Si les CRS croient avoir intimidé les résidents en grève, ils se trompent ! Quatorze délégués de plus ont été élus démocratiquement à cette assemblée. Les quinze résidents expulsés n'ont pas renoncé pour autant à continuer la lutte.

JARVILLE Lutte en perspective chez Coracier

LA société Coracier est une petite entreprise de 110 personnes qui fabrique des radiateurs et qui se trouve à Jarville. Cette petite entreprise est une filiale à 99,96 % de la SGF (Société générale de fonderie). Les 110 travailleurs ont reçu chacun leur lettre de licenciement. D'après l'intersyndicale CGT-CFDT de la boîte « SGF poursuit sa restructuration pour assurer le monopole du chauffage central en France. Elle a déjà absorbé plusieurs entreprises concurrentes (Francia-Hoval, Idéal-Standard, Masser, etc.) Elle a décidé de supprimer Coracier ».

Cette petite entreprise travaille à partir des tôles produites par la Sollac. La lutte des 110 travailleurs de cette boîte fait donc partie du combat de toute la classe ouvrière pour un emploi pour tous et contre les licenciements.

Naufrage d'un bateau chargé de déchets radioactifs

UN bateau chargé de fûts contenant des déchets radioactifs a coulé au large de la Bretagne. Les fûts sont coincés sous l'épave et on n'arrive pas à les retirer. Top secret du gouvernement. Raison officielle ! Eviter la panique des touristes.

A Valence, les fascistes interviennent à la journée sur l'avortement et la contraception

Valence, correspondant.

ALORS qu'à l'automne prochain, la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse reviendra en discussion au Parlement, à l'appel de plusieurs organisations se déroulait une journée d'animation, chansons, pièces de théâtre, film, débats, bal-folk pour exiger l'abrogation de la loi de 1920, le remboursement de l'intervention par la sécurité sociale, la mise en place des structures et des crédits nécessaires à l'application de la loi ; pas d'entretien obligatoire mais la possibilité de discuter pour la femme qui en fait la demande dans une structure appropriée ; pas de restriction pour les étrangères ; pas d'autorisation parentale pour les mineures ; pas de barrière à toute femme qui fait la demande d'une IVG.

C'est la femme seule qui décide. La question des délais doit être résolue par une obligation à tout centre hospitalier de pratiquer des IVG. Par une information et une éducation à la contraception, par une formation et recherche médicale approfondie. Cette initiative n'était pas du goût de tout le monde. Toute la racaille fasciste de Valence et d'ailleurs, RPR, FN, PFN, Laissez-les vivre, dirigé par Aubert, responsable départemental RPR et Germaine Bourgaz, PFN, ont tenté de pénétrer dans le meeting. Ayant été rejeté par le service d'ordre, ils se sont introduits sous les toits et ont tenté de perturber le meeting en lançant des fumigènes à l'intérieur. Malgré ces incidents, la manifestation a eu lieu normalement et le programme a été maintenu.

MARSEILLE Navale, sidérurgie : rencontre ouvrière de solidarité.

Cette rencontre est organisée par le Parti communiste marxiste-léniniste, 26 boulevard des Dames, 13002 Marseille. Elle aura lieu le jeudi 21 juin à partir de 18 h 30 au chalet de l'Ermitage, route nationale de la Viste, 13015 Marseille, bus 26.

A programme :
- 18 h 30 : Ouverture de la rencontre.
- 19 h 00 : Animation en musique et en chansons. Discussions avec les délégations ouvrières présentes.
- 20 h 00 : Buffet sur place, buvette.
- 20 h 30 : La parole aux travailleurs : avec des sidérurgistes de Lorraine, des ouvriers de la navale, de Normandie et des Bouches-du-Rhône, des délégations d'entreprise.
Cette rencontre aura lieu dans le cadre agréable et ombragé du chalet de l'Ermitage.
Vous pouvez venir en famille avec vos enfants.
Achetez auprès de nos militants la vignette de souscription à l'Humanité rouge.

FIVES-LILLE « A l'endroit, nous le remettons ce monde à l'envers ».

La troupe du Théâtre du Printemps présentera sa pièce le 22 juin à 20 h 30 salle de la Marbrerie à Fives-Lille.

GAGNY (REGION PARISIENNE) Fête de banlieue d'banlieue

Le mensuel d'information et d'expression libre du 93 (Seine-saint-Denis) fera la fête le mardi 19 juin de 18 à 24 heures au théâtre municipal de Gagny avec la participation de Dick Annegarn.

COMMUNIQUE DE LA LIBRAIRIE LES HERBES SAUVAGES

Ceux qui ont eu l'occasion de visiter « Les Herbes sauvages » ont déjà pu se procurer les œuvres complètes de Gaston Couté ainsi que trois disques parus à ce jour.

De nombreux autres disques classiques, jazz, folklore et chants révolutionnaires extraits des catalogues de « Chant du monde », « Lyron », « Oxygène », « Droug » et disques chinois y sont disponibles.

Y sont à nouveau disponibles les livres : Le Manuel de formation (LCML Canada) 30 F. Sur la Presse communiste (LCML Canada) 15 F. Histoire du PC (b) de l'URSS (Edition Drapeau rouge) 19 F. Lettre en 25 points 3,50 F.

Les Herbes sauvages - 70, rue de Belleville Paris 20e
Métro Pyramides ou Belleville - Tél 636-91-37

L'Humanité Rouge bimensuelle 78 reliée

Dans le cadre d'aide à la souscription, l'administration de l'Humanité rouge a relié tous les bimensuels de l'année 1978. Cette collection de 23 numéros peut vous être fournie pour la somme de 50 F : u minimum.

Passer dès maintenant vos commandes à l'administration en précisant sur vos règlements : « Bimensuels reliés de l'année 1978 ».

H. R.

Sur vos lettres adressées à L'Humanité Rouge, n'oubliez pas de mentionner : rédaction ou administration

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants.

Retourner ce bulletin à l'Humanité rouge, boîte postale 201 - 75926 Paris Cédex 19.

Nom Prénom
Profession
Entreprise
Adresse complète

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Querey
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
B.P. 201 - 75926 Paris cedex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druéane
Commission paritaire No 57.952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

SAINT-GOBAIN-
PONT-A-MOUSSON

L'histoire d'une manufacture qui a fait des petits

Quelques faits éloquentes
du groupe SGPM

- Fait partie de l'ensemble financier Suez, comprenant la CGE et Wendel ;
- Chiffre d'affaires (déclaré) : 21 164 millions de francs ;
- Deuxième groupe verrier mondial, premier groupe français du papier ;
- Détient 15 % du marché occidental de tuyaux de fonte ;
- Comprend 447 sociétés dont 247 en France ;
- Comprend 140 000 salariés dont 82 000 en France, pour les régions Centre-Limousin-Auvergne ; 3 800 travailleurs ;
- Réparti un peu partout en France sauf dans le Nord ;
- Implanté depuis cent-vingt ans en RFA, soixante-quinze ans en Italie, soixante-dix ans en Espagne, quarante ans au Brésil. Il est présent également en Amérique du Nord.

Enquête réalisée par notre correspondant d'Orléans.

Saint-Gobain

1 695, St-Gobain est créé, cette manufacture fabrique des glaces, principalement pour le château de Versailles. Début 19e, St-Gobain se lance dans la verrerie et les produits chimiques nécessaires pour fabriquer le verre. Au 19e et 20e siècles, St-Gobain diversifie son activité dans la chimie : engrais, carbochimie puis pétrochimie. Dans les années 50-60, St-Gobain s'associe avec Péchiney. A cette époque, St-Gobain a une rentabilité médiocre.

Pont-à-Mousson

Cette firme est plus récente (milieu du 20e siècle). Elle prend une position dominante en France comme à l'étranger dans la production des canalisations en fonte. Avant 1914, Pont-à-Mousson s'associe dans la sidérurgie avec d'autres firmes et elles fondent Sidelor (aujourd'hui Sacilor) en 1950. Vers 1966, Pont-à-Mousson se retire progressivement de la sidérurgie et se rabat sur le traitement des eaux et de l'air, la robinetterie et les canalisations.

Création du groupe SGPM

Fin 1968, St-Gobain passe sous la coupe du groupe financier Suez. En 1971, Pont-à-Mousson et St-Gobain fusionnent, ceci à l'avantage du premier. La stratégie du groupe SGPM, à partir du verre de St-Gobain et des canalisations de Pont-à-Mousson, consiste à racheter des entreprises concurrentes, prendre des parts dans des branches l'intéressant afin d'avoir un pouvoir de décision, une diversification, une internationalisation pour arriver à ce qu'il veut : contrôler le marché de l'urbanisme : ville nouvelle, habitat moderne, immeubles de bureaux et marchandises correspondantes.

Il suffit de jeter un œil sur la répartition de son chiffre d'affaires pour comprendre cette stratégie : 17 % produits isolants ; 14 % tuyaux de fonte ; 8 % robinetterie, chaudières et pièces nécessaires ; 10 % produits de couverture pour le bâtiment ; 13 % vitres pour la construction et l'automobile ; 13 % commerce et divers ; 11 % papier kraft, cartons et papiers ; 7 % bouteilles.

SGPM A ORLEANS

390 licenciements annoncés dans une des plus grosses concentrations ouvrières

A LA CHAPELLE- St Mesmin, près d'Orléans, existe une verrerie où sont produits des verres et des assiettes de table Duralex. Elle emploie 1 200 personnes. Une menace de licenciements plane depuis la fin 1978 alors que déjà deux cents emplois ont été supprimés depuis 1974. Avril 1979, un plan de « redressement » prévoyant 390 licenciements est annoncé.

Cela fait du bruit à Orléans. La verrerie est une des plus grosses concentrations ouvrières à Orléans.

Le trust prévoit tout pour enrayer la riposte des verriers... Et il en a les moyens.

Il fait planer huit mois à l'avance la menace des licenciements, met en place une équipe de cadres, propose sept millions à ceux qui partiraient avant le 1er mai, six avant le 1er juin, cinq avant le 1er juillet. Il « offre » soixante postes dans le trust, hors de la région. Il parle de pré-retraite à cinquante-six ans et huit mois (plus de cinquante pour cent du personnel a plus de cinquante ans).

C'est donc tout un savant dispositif de division des travailleurs qui est mis en place. Dans ces conditions, il va être dur aux travailleurs et à leurs syndicats de riposter.

La lutte s'engage : manifestations, articles de presse, tracts.



« Ce qui gêne les patrons, c'est quand on touche à leurs profits ».

Mais dès le départ, on sent trois choses qui vont freiner la lutte.

La CGT, majoritaire dans la boîte, voudra faire de cette lutte un cheval de bataille CGT, comme elle l'a fait pour AXO à Saint-Jean-de-la-Ruelle où la lutte s'est menée dans l'isolement et s'est soldée par la reprise de dix ouvriers sur quatre-vingt-trois.

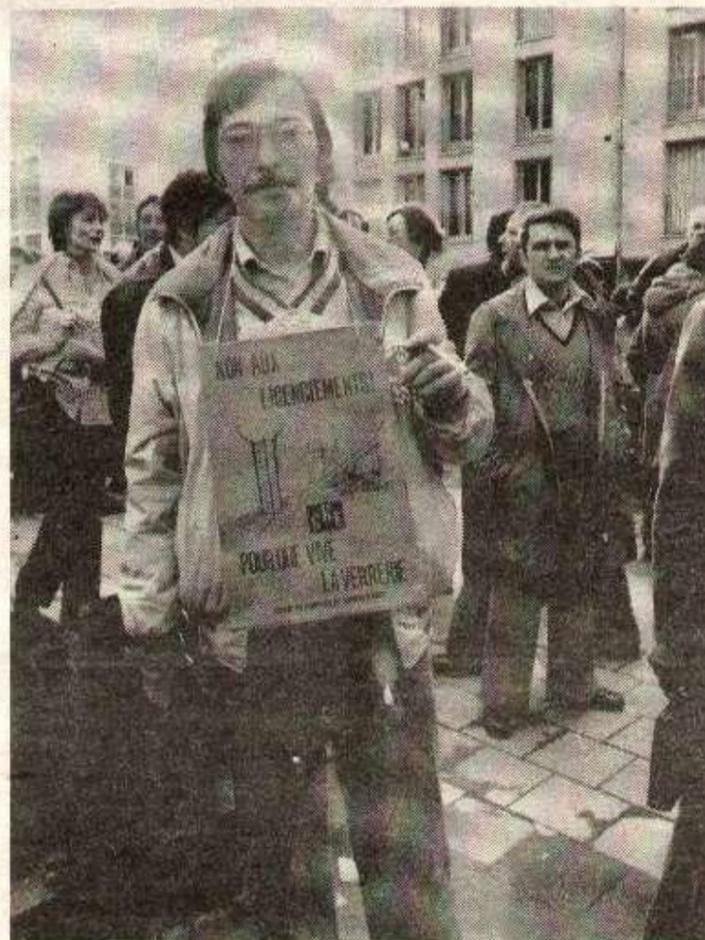
Bien sûr, le contexte national y est pour quelque chose, mais la solidarité des travailleurs d'Orléans a pu difficilement se réaliser autour des verriers.

Un autre élément, c'est que quoique dénonçant des choses justes, les arguments principalement mis en avant sont la viabilité de l'usine, les investissements à y réaliser pour qu'elle soit rentable. Ce qui fait que la production n'a jamais été arrêtée sous prétexte que l'usine fermerait. Quand des travailleurs font grève, ce n'est pas pour que l'usine ferme mais au contraire pour faire pression en bloquant le fric, les profits des patrons.

D'autre part, le PCF engage son soutien mais qui apparaît plus comme un support à sa campagne pour les élections européennes :

« Les travailleurs et la population du Loiret mesurent aujourd'hui les conséquences qu'auraient pour l'économie et la vie de notre pays, l'ouverture du Marché commun à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce ». En effet, une usine identique existe en Espagne, d'ailleurs Saint-Gobain y est implantée depuis soixante-dix ans. Mais est-ce que dire cela permet de désigner l'ennemi des verriers ? Est-ce l'Espagne ou bien les capitalistes français du trust qui restructurent et licencient ? Cela ne favorise donc pas la solidarité des autres travailleurs du trust qu'ils soient Français, Espagnols, Brésiliens ou Allemands.

Donc, pas de grève, pas de



L'absence de grève, de soutien véritable des travailleurs de l'agglomération et du trust sont des facteurs de démobilitation dans une lutte. Solidarité avec les verriers.

solidarité dans la localité ni des autres travailleurs du trust. Aujourd'hui, plus de deux cents travailleurs ont quitté la verrerie. Bien sûr, les premiers responsables sont les capitalistes et le gouvernement Giscard-Barre représentant des monopoles. Mais peut-être que cela aurait pu se passer autrement si un certain nombre de conditions avaient été réunies.

Saint-Gobain, ce n'est pas

fini. 1 000 travailleurs sont là et veulent travailler à la verrerie. D'autres luttes devront sûrement s'engager car aucune certitude n'existe quant au maintien de l'entreprise et, de plus, la direction profite de cette situation pour s'attaquer aux avantages acquis, aux conditions de travail.

Aujourd'hui plus qu'hier nous disons : Solidarité avec les verriers !